



APTAR

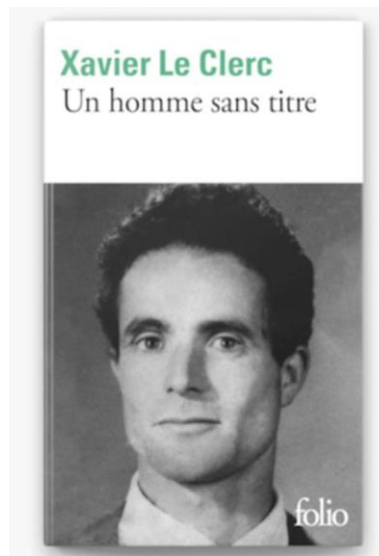
Académie populaire du théâtre et des arts du récit

Cercle de lecture

Autour de Xavier LE CLERC

Samedi 21 mars 2026

Ce dossier préparé par Karim YAHIAOUI et Françoise GOMEZ
est tiré de



L'Académie populaire du théâtre et des arts du récit
(APTAR)

remercie

Emmanuel Demarcy-Mota

Michael Chase

et toute l'équipe du Théâtre de la Ville,

pour la chaleureuse hospitalité offerte aux cercles de lecture qu'elle anime,
fruit d'une complicité intellectuelle et artistique toujours renouvelée.

Académie populaire du théâtre et des arts du récit (APTAR) au Théâtre de la Ville

<https://www.theatre-a-la-maison.com/>

Cercle de lecture Xavier LE CLERC du 21 mars 26.

Dossier conçu par Karim Yahiaoui et Françoise Gomez

À PROPOS DU DOSSIER

Ce dossier remis aux participants du cercle est pensé pour une lecture collective à voix haute, de façon à permettre une large saisie vocale des extraits.

Vu la durée limitée du cercle de lecture, ceci implique parfois des coupes ponctuelles, qui sont signalées par la ponctuation.

L'ensemble est une invitation à la découverte de l'œuvre complète, ainsi qu'au spectacle.

Il se terminera sur une libre évocation, par Karim, de mots ou expressions présents dans la livre, qui renferment à ses yeux la poésie de la langue kabyle.

Premier extrait

La Kabylie

Albert Camus explora la Kabylie en mai 1939. La misère y décimait tous les villages de montagne. Le journaliste de vingt-cinq ans, qui vivait à Alger, entreprit cet itinéraire en autocar. Pendant dix jours, il rencontra les populations à l'agonie pour écrire une série d'articles, publiés en juin dans *L'Alger républicain*. Albert Camus témoignait ainsi de la famine « des enfants en loques qui disputaient à des chiens kabyles le contenu d'une poubelle » .

La détresse des petits rongés par la faim, Albert Camus ne l'a jamais oubliée. Parmi eux avait peut-être figuré ce garçon en loques lui aussi, âgé de deux ou trois ans, pas plus haut que les chiens sauvages et rachitiques qui erraient le long des gourbis. Ce même qui n'irait jamais à l'école, qui redouterait toute sa vie la morsure des chiens, ce petit s'appelait Mohand-Saïd Aït-Taleb. Et ce n'est pas parce qu'il est devenu mon père que je vais vous raconter son histoire.

Pour le comprendre, il me faut garder un regard sec, un cœur sec et brûler en moi toute mièvrerie, raconter enfin la provenance du sang qui coule dans mes veines. De ses neuf enfants, je ne suis peut-être pas le mieux placé pour vous narrer sa vie, moi qui ne l'ai pas revu depuis presque vingt ans. Nous sommes en 2020, l'année de mes quarante ans, et il me sera sans doute pénible de partager, chapitre après chapitre, les jalons de sa dure existence. À travers lui pourtant s'écrit l'histoire de tant d'ouvriers qui ont reconstruit la France d'après-guerre.

Un Homme sans titre, p.12-13.

Mohand-Saïd a grandi dans un gourbi sans eau courante ni électricité, dans un village du Constantinois, entre Béjaïa et Tizi Ouzou. Avec sa petite sœur Chérifa, ils ont vécu comme les neuf enfants sur dix qui n'allaient pas à l'école. Eux aussi ont fouillé les détritiques du ruissellement des eaux usées. Le code forestier interdisait aux montagnards jusqu'au glanage des pignons, utilisés pour des galettes rudimentaires,

ou même de ramasser du bois pour se chauffer : « Il n'est pas rare qu'il se voient saisir leur seule richesse, l'âne croûteux et décharné qui servit à transporter les fagots. »

La famille de Mohand-Saïd ne faisait pas exception au régime « d'herbes et de racines ». Quand Albert Camus mentionne la mort de cinq enfants intoxiqués par des « racines vénéneuses » ou le funeste destin de quatre femmes marchant en hiver plus de cinquante kilomètres, dans l'espoir de trouver la charité d'un peu d'orge, ce ne sont pas pour moi de tristes faits divers mais un album de fantômes, autant d'oncles empoisonnés et de tantes inconnues « mortes dans la neige ».

Albert Camus, qui recense les injustices, chiffres à l'appui, décrit aussi l'exploitation et les « salaires insultants », précisant par ailleurs que la moitié de la population est au chômage : « Le régime du travail en Kabylie est un régime d'esclavage. Car je ne vois pas de quel autre nom appeler un régime où l'ouvrier travaille de dix à douze heures pour un salaire moyen de six à dix francs. »

Mon grand-père, qui s'appelait Abdallah, marchait des heures pour aller défricher des terres de colons. Et nul doute que la description d'Albert Camus s'applique à son quotidien : « Certains font ainsi plus de dix kilomètres à l'aller et au retour. Et, rentrés à dix heures du soir chez eux, ils en repartent à trois heures du matin, après quelques heures d'un sommeil écrasant. » (...)

Le grain, tout tournait autour du grain : le son, le blé ou à défaut des glands réduits en farine. Les galettes de pain sec au goût d'orge, de marche et de sueur portaient des marques de brûlure du *canoun*, où le crottin qui remplaçait le bois manquant répandait une fumée épaisse. (...) Et le petit Mohand-Saïd grandit avec ce pain-là, dont il suffisait d'un morceau trempé dans l'huile d'olive pour raviver l'étincelle de ses yeux verts.

(...)

C'est bien l'écho des souvenirs de mon père que m'évoque ce passage d'Albert Camus : « On peut voir sur des chantiers vicinaux des ouvriers chancelants et incapables de lever leur pioche. Mais c'est qu'ils n'ont pas mangé. Et l'on nous met en présence d'une logique abjecte qui veut qu'un homme soit sans force parce qu'il n'a pas de quoi manger et qu'on le paye moins parce qu'il est sans forces. »

Un Homme sans titre, p.16-18.

Deuxième extrait

Histoire de l'Algérie vs histoire de France

Le 08 mai 1945, dernier jour de la Seconde Guerre mondiale, un cortège de plusieurs milliers de sympathisants de Messali Hadj, un militant indépendantiste emprisonné, défila pour célébrer la victoire contre le nazisme. Des milliers de paysans et des tirailleurs qui avaient combattu les occupants allemands se prenaient à rêver de liberté. Le cortège se dirigea vers le monument aux morts avec des fleurs. L'année précédente, l'abrogation du Code de l'indigénat avait fait des musulmans des sujets de l'empire.

Bravant l'interdiction, un indépendantiste qui scandait « Libérez Messali ! » brandit un drapeau, cousu du vert de l'Éden, du blanc de la paix et du rouge de la résistance. Un commissaire lui retira l'étendard. Bouzid Saâl, un scout âgé de vingt-six ans, se précipita pour ramasser le bout de tissu tricolore marqué d'une étoile et d'un croissant. La police l'abattit aussitôt. M. Deluca, le maire radical-socialiste qui suppliait la police de pas tirer sur la foule, reçut à son tour une balle dans le ventre. Dans les cris et les piétinements, le défilé tourna à l'émeute. La police ouvrit le feu sur le cortège en panique. Des pieds-noirs au balcon tiraient eux aussi sur la foule. Une violence inouïe se déchaîna alors contre les pieds-noirs dans toute la région, jusqu'aux environs de la bourgade du petit Mohand-Saïd, à deux heures et demie de Sétif. Des fermiers égorgés et émasculés, des dizaines de femmes violées, au total cent deux colons furent assassinés par les insurgés.

En représailles, des milices pieds-noirs tiraient sans discernement sur tous les indigènes, femmes et enfants, n'épargnant pas même le bétail. Durant deux mois, dix-mille soldats décimèrent des villages entiers. Que pouvait-il rester de la région pilonnée par vingt-quatre bombardiers, un croiseur, un torpilleur et trois escorteurs de la marine au large des côtes, si ce n'était des monceaux de cadavres, entre trente et quarante-cinq mille Algériens ?

Un Homme sans titre, p. 26-27.

Keltoum est morte le jour de l'indépendance, le 5 juillet 1962.

Je l'ai longtemps imaginée ce jour-là, avec son fils Mohand-Saïd. De quoi est morte la pauvre Keltoum, à quarante-deux ans ? Mohamed-Saïd l'a enterrée au cimetière du village. Il a dû se retrouver bien seul, avec sa sœur Chérifa qui s'est sans doute occupée de la toilette funéraire, avant de couvrir le maigre corps d'un drap blanc. Je doute qu'ils aient alors partagé l'euphorie de toutes les wilayas qui s'étaient déplacées en masse à Alger, à pied ou dans des camions surchargés. La foule en liesse qui ressemblait au temps radieux brandissait des drapeaux cousus à la hâte. Les plus jeunes montaient sur les monuments, comme la statue équestre du duc d'Orléans, échangeaient des embrassades, d'autres perchées aux réverbères des squares scandaient « Vive l'Algérie ! ». Les rires, les youyous, les applaudissements, les chants les danses, partout Alger célébrait sa liberté.

Les visages heureux de la foule contrastaient avec ceux de la dernière vague de pieds-noirs qui avaient abandonné logement, voiture, travail et un pays qui avait été aussi le leur. Que pouvait contenir une paire de valises en carton ? Tant de mères qui, dans la précipitation, avait couvert leurs enfants d'une triple épaisseur de pull-overs, une fois assises et entassées sur le pont des bateaux saturés, devaient se demander à quoi ressemblerait leur nouvelle vie, elles qui, dès les quais de Marseille, essuieraient le mépris des métropolitains. Et que dire des milliers de harkis qui furent abandonnés au lynchage et à la vindicte populaire ?

Toute l'Algérie, avec son euphorie et ses drames, se révélait ce jour-là, par des morceaux de tissu : des drapeaux pour les uns, des mouchoirs pour les autres. Pour la mère de Mohand-Saïd, il semble que ce fut un linceul. Cette année-là, Mohand-Saïd fut témoin de la fin d'un monde qui avait duré cent trente ans, d'un rêve de terre promise avec son lot de misère et d'exploitation, et qui, pour tant de jeunes Algériens de sa génération, se retrouverait exhumé à coups de pelle sur les chantiers de France.

À la section administrative locale, des agents qui représentaient un patronat avide d'une main-d'œuvre docile sélectionnaient les hommes bien bâtis : les dents saines, les épaules larges, le dos solide, les mains épaisses. Le chômage massif de l'Algérie, devenu indépendante, était une aubaine pour les recruteurs. Mohand-Saïd, à vingt-cinq ans, n'eut pas son mot à dire quant à sa destination en France, ni au poste qu'il occuperait. Travail à la chaîne, soudure, terrassement, aciérie, manœuvre dans le bâtiment, collecte des ordures ménagères, voirie, la liste des besoins était longue, le tampon vert expéditif. Les agents remirent un contrat de travail à Mohand-Saïd qui fit ses adieux à Chérifa et au village.

L'autocar cahotant pour la capitale emprunta le trajet d'Albert Camus au même âge, au retour de sa visite de la Kabylie. (...)

Alger la blanche était rayonnante en ce mois de novembre 1962. Mohand-Saïd, qui n'avait jamais dormi à l'hôtel, passa la nuit sur le quai, entouré de nombreux camarades qui venaient pour la plupart des quatre coins de la Kabylie. À quoi rêvaient ces jeunes allongés comme lui dans la moiteur et sous les étoiles du port ? Aux bras réconfortants de Brigitte Bardot, aux terrasses de café, aux paradis de la France ou peut-être à devenir père d'une famille nombreuse, revenir au village comme un nanti au volant d'une Peugeot surchargée, ne serait-ce qu'un été sur deux ? Un jour lointain pourtant, les cheveux grisonnants, ils renonceraient à l'illusoire retour en Algérie. Ils ne savaient pas que des cassettes de Slimane Azem, un passeport vert et des valises empilées toute l'année n'ajouteraient dans l'hiver de leur vie que du sel dans la plaie, que, aux yeux des deux rives, de leur futurs enfants français et des proches du bled, ils garderaient à jamais l'air perdu des immigrés.

Un Homme sans titre, p. 39-42

Troisième extrait

Départ d'une famille : du père au fils

Presque tous les ouvriers du foyer étaient en charge d'une famille restée au bled, parfois même d'un village entier. Mohand-Saïd apprit la carte du monde dans la salle commune, où les hommes qui jouaient aux dominos dans la fumée de cigarettes, se cotisaient pour remplir leur gamelle et payer le dîner. La tâche de préparer les repas était dévolue aux plus jeunes. Mohand-Saïd apprit la cuisine grâce à un Tunisien qui s'appelait Wadi, connu pour avoir la main lourde avec la harissa, ce qui provoquait d'incessants remous avec leurs camarades polonaises et portugais. (...)

Durant les cinq premières années dans le Calvados, de 1963 à 1968, Mohand-Saïd ne connut que la grisaille des chantiers. Il ne se plaignait pourtant jamais de la France, au contraire. Il était reconnaissant de travailler dans les chantiers, la seule école qu'il ait connue. Il y apprit les rudiments de la langue française, des mots utiles comme gamelle, matériel, casque ou câble. Ailleurs, peut-être dans la rue ou, qui sait, dans des bars peu avenants, Mohand Saïd apprit d'autres mots comme bougnoule et raton qui ne l'offensaient pas plus, me disait-il, qu'une flaque d'eau qu'il suffit de contourner.

En 1968 Mohand-Saïd, qui avait alors trente-et-un ans, sur les conseils du brave Wadi, rejoignit la Société métallurgique de Normandie. (...) La contestation de mai 1968, les révoltes étudiantes, la libération des mœurs, les barricades de Paris, tout cela était bien loin de Mohand-Saïd qui pointa pour la première fois à l'usine. Il y resterait vingt-quatre ans. (...) [Il] tenait tellement à sa carte d'ouvrier de la SMN qu'il la conservait dans son portefeuille, en quelque sorte son diplôme, sa fierté. (...) Sur la photo détachée de sa carte d'ouvrier, Mohand-Saïd ressemblait à un acteur italo-américain avec ses mâchoires anguleuses, ses yeux verts et ses cheveux soyeux. Il n'avait pas encore la moustache et portait, comme toujours, un simple costume noir, une chemise blanche et une cravate.

p. 44-47

(...) Ouardia rejoignit son mari quelques mois avant la naissance d'Abdallah en 1975. Sortie de la maternité de Caen, un couffin dans les bras, elle retourna à la baraque qui habitait la famille, située dans un terrain vague de Mondeville et faite de cloisons de carton bouilli et d'un toit plat bitumé. La baraque était probablement un kit américain d'après-guerre, le modèle UK 100, qui arrivait en « cinq caisses de 100 morceaux » et qui était envoyé pour pallier la pénurie de logements. J'ai aussi lu quelque part qu'en 1945 le Royaume-Uni annula sa commande de huit mille cent cinquante baraques, pour n'en garder que cent soixante-cinq, et les baraques restantes furent vendues au ministère de la Reconstruction français. En pleine crise du logement, cette baraque devait appartenir à quelque marchand de sommeil. (...)

D'après ma mère, je suis né le 13 mai 1979, et non le 6 juin comme l'indique le registre d'état civil. Ma naissance en Algérie devait tout à la seule certitude de mes parents : l'installation en France ne pouvait être que temporaire. À chaque retour

estival au bled, leurs devises de borgnes ne trompaient que les aveugles du hameau. Mes premiers pleurs ont dû ressembler à une scène de la nativité, dans une des deux étables adjacentes de notre vieille maison familiale construite sur un versant, dans un village kabyle, quarante ans jour pour jour après la visite du jeune Albert Camus. Notre maison de pierres brutes, hourdées au mortier d'argile, était essentiellement constituée d'une grande pièce à la charpente apparente, avec ce foyer creusé dans le sol appelé *canoun* en kabyle. Contre le mur blanchi à la chaux, une solide banquette de terre polie à hauteur de ceinture, en-dessous de laquelle des niches abritaient des aliments, des jarres ou des ustensiles.

Le 18 décembre 1979, environ six mois après ma naissance, le ministre français des Affaires étrangères négocia avec Alger le retour de trente-cinq mille immigrés par an. Le président Valéry Giscard d'Estaing avait inventé « une prime au retour de dix mille francs » pour encourager les immigrés à quitter la France, une fois pour toutes. Et si mon père, le pauvre ouvrier Mohand-Saïd, au lieu du regroupement familial, avait accepté cette modique somme de dix mille francs ? J'aurais probablement grandi dans les montagnes kabyles, où les paraboles diffusent le chant des sirènes en provenance de la France. Et comme tant d'Africains, j'aurais peut-être rejoint moi aussi, tôt ou tard, les milliers de noyés échoués sur les rives de la Méditerranée.

[Chap. 9]

En 1981, l'Algérie n'était déjà plus qu'un lointain mirage. Par les fenêtres de la baraque qui s'ouvraient sur un champ de boue, je voyais régulièrement approcher deux bonnes sœurs normandes. Des silhouettes noir et blanc qui venaient du paradis, je le croyais dur comme fer. Ma grande sœur Keltoum, âgée alors de dix ans, me l'avait raconté. Je n'avais que deux ans, mais j'en garde un vif souvenir, probablement le plus ancien. Les bonnes sœurs nous apportaient des vêtements et des provisions, dans de gros sacs-poubelle verts qu'elles déposaient devant la porte. Et parfois, les nones échangeaient quelques mots avec notre mère au ventre rond, qui ne connaissait de la France que ce terrain vague, traversé par la route nationale treize.

(...)

Après la naissance de Kamel, les services sociaux, sans doute alertés par la maternité de Caen, nous relogèrent dans une HLM de trois chambres, avec une salle de bain et des toilettes. C'était encore dans le Calvados, à cinq minutes de Mondeville, dans une ville dite « nouvelle », bâtie sur des champs dans les années 1960, où se côtoyait une population immigrée de plus de quarante nationalités.

(...)

p. 44, 50-53 et 58.

Quatrième extrait

La guerre d'Algérie, une mémoire enfouie

[Chap. 19]

Au printemps de l'année 1998, mon père s'endormit sur le canapé. Il s'était pissé dessus, une boîte d'antidépresseurs vide à ses côtés. Ma mère était en panique, impossible de le réveiller. Je repensais à la mort de Jedda Boho, tout en le soulevant tant bien que mal. De nombreux habitants du quartier, alertés par les sirènes, observèrent par leurs fenêtres les ambulanciers qui l'emmenaient sur un brancard, direction Esquirol, l'établissement psychiatrique rattaché au CHU de Caen. Keltoum s'y était rendue pour plusieurs séjours, liés aux crises de son adolescence.

Assis aux côtés de ma mère très inquiète dans un bureau, je devais traduire en kabyle les questions du psychiatre qui voulait tout savoir sur eux : leurs derniers rapports, leurs conversations, leurs habitudes. Sur la défensive, ma mère qui trépignait le vivait comme un interrogatoire de police.

Le psychiatre prit note de chaque réponse brève que je traduais en français. J'avais déjà conscience à l'époque du problème déontologique de sa démarche. Il n'aurait pas dû m'impliquer, en me demandant de traduire leur échange. Ma mère n'avait qu'une peur, se retrouver en prison pour la tentative d'assassinat de son mari. Elle se contentait de répéter qu'elle ne lui avait rien fait, comme le font les accusés dans les séries policières. Entre les salves de questions, j'essayais de la rassurer. Mais mon rôle d'interprète me valut d'endosser celui du traître, qui sans doute méritait ses foudres. Et d'un regard acrimonieux ou par un commentaire acerbe, elle me renvoyait dans les cordes.

Le lendemain, alors que mon père était encore alité, il me confia l'origine de sa détresse : la guerre d'Algérie. Il avait été torturé et humilié. La guerre, je ne l'ai pas connue. Mais après l'avoir écouté, j'ai compris qu'elle ne rend pas adulte. La guerre infantilise, au contraire. Un soldat n'a pas vocation à penser. Il suit les ordres des plus grands, c'est tout. Et quand, à force d'ennui, la guerre réveille sa cruauté, il régresse jusqu'aux pires abjections comme les gamins cruels qui recherchent si ce n'est du plaisir, du moins l'assouvissement d'une morbide curiosité. Oui, c'est peut-être cela la guerre, des enfants cruels qui s'ennuient et des hommes martyrisés, comme des mouches sans ailes.

Ce sont aussi parfois des actes de bravoure et d'humanité. Je me demande souvent ce qu'est devenu ce soldat qui l'a libéré. J'aurais aimé le remercier, lui dire combien je suis peiné pour lui et toute sa génération, dont la vaste majorité était évidemment contre la torture. Ils n'étaient que des mômes de vingt ans, eux aussi perdus dans les affres du djebel.

Mon père avait honte de lui-même, me dit-il encore alité. Il énumérait des faits qui me paraissaient disjoints, comme le bleu des yeux du soldat qui conduisait la jeep, la sensation de vertige et surtout l'humiliation de rentrer au hameau avec l'uniforme

français. Il me parlait à voix basse, et j'en conclus qu'il ne fallait rien répéter au reste de la famille. Ce fut la première et la dernière fois de ma vie que je le vis en pleurs. Dans l'encadrement de la porte, j'aperçus ses yeux verts et humides, qui brillaient encore plus intensément, se replonger dans le vide. La porte de sa chambre, que je refermai en le quittant, me parut un instant lourde comme son secret.

(...) Je repensais à la vie de mon père et à ses trois peurs récurrentes : les chiens, les prises électriques et les couteaux. Il changeait de trottoir à la vue de n'importe quel chien. Et quand il se trouvait surpris par un chien derrière lui, il bondissait chaque fois d'un pas de côté comme pour esquiver le danger. Aussi, il nous interdisait de nous adosser ou de nous asseoir trop près des prises électriques. Impossible également de lui remettre un couteau, avant de manger par exemple. J'ai souvenir qu'un jour, alors que je tendais une lame vers lui, il m'arrêta net avec de solides remontrances, mêlées d'une angoisse palpable. La première peur, je le comprends maintenant, trouvait sa source dans sa prime enfance, quand il se battait pour des restes avec des chiens errants. Les peurs du courant électrique et des couteaux remontaient, quant à elles, à la guerre d'Algérie.

P. 108-112.

Le chant des mots et des souvenirs

Un choix de Karim

Slimane Azem à l'Olympia, en 1982 :

<https://www.youtube.com/watch?v=2Rp4pXhNy7M>